

DETRUIRE UN MODÈLE QUI DÉRANGE

Le plan Powell pour l'après-Castro



Le moment est venu pour George W. Bush de satisfaire ses sponsors de Floride. Comme il leur avait promis, il finance leur préparation militaire pour envahir Cuba et effacer le souvenir cuisant de la Baie des Cochons. Dans un rapport de 280 pages, une commission présidée par Colin Powell dresse le programme du futur gouvernement du milliardaire Lincoln Diaz-Balart appelé à remplacer Fidel Castro. Demain, on restituera aux maîtres d'antan les biens qui ont été nationalisés par la Révolution.

page 2

Qui a vu l'antisémitisme français ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Pierre Lelouche se félicite dans *Le Monde* d'avoir fait adopter par le Parlement français une loi aggravant les peines en cas de violence avec intention antisémite. Mais les tribunaux n'ont trouvé et sanctionné que sept cas en un an. C'est un rendement insuffisant pour le député qui les accuse de laxisme. D'autres pourraient en conclure simplement que les violences à caractère racistes ou antisémites sont rares.

page 9

REPÈRE : 17 JUIN 1692

La chasse aux sorcières pour éliminer la contestation

Fondée en 1626, la colonie de Salem, dans le Massachusetts accueille une forte communauté de protestants intégristes puritains. En 1692 le village est devenu une théocratie dirigée d'une main de fer par le révérend Samuel Parris. Mais le développement de la colonie attire de nouveaux fermiers qui contestent son leadership. Il fonde alors une nouvelle Église pour « séparer le bon grain de l'ivraie ». Quand sa fille Elizabeth et sa nièce Abigail tombent malades, il leur fait avouer qu'elles sont sous l'influence de sorcières qui leur ont jeté un sort. Une hystérie collective s'empare de la secte, plus de 200 personnes, dont bon nombre de contestataires de Parris, sont accusées de sorcellerie et sont emprisonnées. Le 17 juin, Bridget Bishop est pendue. Elle avait surtout le défaut d'être une femme de caractère et indépendante qui avait à maintes reprises interpellé publiquement le révérend Parris. Dix-huit autres sorcières suivront sur l'échafaud. Il faudra une intervention de l'administration coloniale, en octobre 1692, pour faire cesser la chasse aux sorcières et fermer les tribunaux populaires. ■



L'US ARMY FACE AUX ISLAMISTES

Le général Peter Schoomaker, chef d'état-major de l'US Army, s'est entretenu avec la presse à l'occasion de l'anniversaire de l'Army. Au cours d'une discussion à bâtons rompus, il a décrit sa conception de la guerre au terrorisme. « *Honnêtement, je ne me souviens pas d'un moment qui fut plus dangereux qu'aujourd'hui, compte tenu de la nature de la menace (...)* Les guerres d'antan étaient comme des pneumonies. Elles pouvaient vous laisser un tas de cicatrices, mais vous pouviez en guérir. Celle-ci [contre les Islamistes], c'est un peu comme avoir un cancer. Vous pouvez aller mieux, mais vous la trainerez toute votre vie (...) Nous n'en verrons pas la fin de notre vivant (...) Cette guerre, on ne la gagnera jamais militairement. Elle se gagnera au plan de l'information et au plan économique, avec le soutien des militaires pour la sécurité, et par la voie diplomatique (...) C'est une lutte acharnée où les États-nations, l'état de droit, la civilisation l'emporteront sur toutes les choses qui en sont le contraire. C'est réellement un clash des idées (...) Et la manière dont les gens sont informés, ce qu'ils pensent et l'image qu'on en donne sont les pièces maîtresses de cette affaire ». ■

Detruire un modèle qui dérange

Le plan Powell pour l'après-Castro

Le moment est venu pour George W. Bush de satisfaire ses sponsors de Floride. Comme il leur avait promis, il finance leur préparation militaire pour envahir Cuba et effacer le souvenir cuisant de la Baie des Cochons. Dans un rapport de 280 pages, une commission présidée par Colin Powell dresse le programme du futur gouvernement du milliardaire Lincoln Diaz-Balart appelé à remplacer Fidel Castro. Demain, on restituera aux maîtres d'antan les biens qui ont été nationalisés par la Révolution.



Annoncée le 10 octobre 2003 par George W. Bush, la création de la commission pour l'assistance à un Cuba libre avait pour objectif de faire « *appel à des experts au sein [du] gouvernement pour planifier la transition à Cuba d'un régime stalinien vers une société libre et tolérante, et trouver les moyens pour accélérer cette transition.* » [1]. Un an avant les élections présidentielles de novembre 2004 et en pleine désillusion de l'opinion publique sur la question irakienne, il s'agissait de rassurer le puissant lobby anti-castriste, dont l'influence est cruciale dans le financement de la campagne électorale, sur le fait que les États-Unis étaient disposés à soutenir un renversement - forcément brutal - du régime de Fidel Castro. D'ores et déjà, la société Dyncorp entraîne des exilés pour rééditer l'expérience de la Baie des Cochons, mais en partant d'Haïti et avec un appui aérien. Des maroquins ministériels ont été promis à

diverses personnalités au sein d'un futur gouvernement qui serait présidé par Lincoln Diaz-Balart, actuel représentant de Floride.



Lincoln Diaz

Le renversement du régime castriste ne répond à aucun besoin stratégique impératif, hormis la renégociation de l'occupation de Guantanamo [2]. Mais il est de haute valeur symbolique. Par son existence et sa durée, la révolution castriste montre qu'il est possible à un petit État latino-américain de résister à l'impérialisme états-unien et de développer un autre modèle de société. La destruction de cet exemple est une obsession de l'état-major US depuis quarante-cinq ans. D'autre part, les

exilés espèrent toujours la restitution de leurs biens nationalisés en 1959. Ils ont constitué en Floride, l'État gouverné par Jeb Bush, un puissant lobby, notamment autour des frères Diaz-Balart [3]. Lincoln et Mario sont parlementaires républicains, José est le propriétaire de la chaîne Telemundo, Rafael est un riche banquier. Tous sont les enfants de l'ancien leader de la majorité parlementaire cubaine sous la dictature de Batista.

Le rapport de 280 pages, remis au président début mai 2004 par Colin Powell, secrétaire d'État et président de la commission, est un subtil équilibre entre préconisations pour une déstabilisation du régime à partir de l'extérieur d'une part, et d'autre part des déclarations de bonnes intentions pour la prise en charge de l'île, une fois que Fidel Castro et son entourage auront été mis hors d'état de nuire à ces ambitions. Dans la continuité des sanctions déjà imposées, qui reposent sur l'idée que ce qui profite à Cuba profite au régime de Fidel Castro, et qu'il faut donc étouffer le pays pour affaiblir le régime, ces mesures de déstabilisation présentent, au-delà des belles promesses de liberté, le caractère d'un siège pendant une guerre.



Le fiasco du débarquement de la Baie des Cochons, le 17 avril 1961

La deuxième partie est d'une platitude tellement déconcertante qu'elle ne mérite pas de s'y attarder, si ce n'est pour noter qu'elle introduit, à l'attention de l'opinion occidentale, des éléments de propagande visant à dissimuler les réussites de la révolution cubaine. Car contrairement à son voisin Haïti, pays parmi les moins développés au monde bien que n'ayant pas subi d'embargo économique, où il fut aisé de diffamer le président Aristide et de le renverser [4], la tâche sera complexe à Cuba : malgré l'embargo états-unien et les sanctions contre les pays faisant commerce avec l'île, les Cubains jouissent d'avancées sociales, qu'ils ont conquises de haute lutte, auxquelles ils vont

devoir renoncer pour se plier aux exigences de la liberté *made in USA* et de l'économie de marché. Il ne sera pas aisé d'obtenir l'assentiment et la collaboration d'un peuple lorsqu'on prévoit l'élévation de son niveau de mortalité infantile, actuellement le plus bas de l'hémisphère, au niveau de celui de ses voisins dociles comme la Jamaïque ou la République Dominicaine. Il ne sera pas aisé de supprimer la couverture santé universelle et de diminuer le nombre de médecins par habitant, exemplaires pour les autres pays du tiers-monde, au nom d'un modèle qui laisse aujourd'hui 44 millions de personnes sur 270 sans couverture santé [5]. Il ne sera pas facile d'offrir une inculture de masse au pays jouissant de la meilleure éducation élémentaire de l'hémisphère et du plus fort taux d'enseignants par élève au monde. Il n'est pas non plus aisé d'inféoder aux multinationales de l'agriculture un pays qui, malgré un embargo cruel, devrait à l'horizon 2010 pouvoir nourrir sa population quasi-exclusivement par l'agriculture biologique. En bref, s'il fallait dominer un pays du tiers-monde comme les autres, il serait inutile de rédiger 200 pages de plans de réformes, car une légère amélioration des conditions de vie suffirait à justifier *a posteriori* cette domination. Ainsi l'administration Bush entend bien détruire un modèle, puis en livrer les restes à une communauté d'exilés cubains rapace et revancharde qui a contribué à la porter au pouvoir.

Voyons comment Colin L. Powell, John W. Snow, Donald L. Evans, Alphonso Jackson, Tom Ridge, Condoleezza Rice et Andrew S. Natsios, principaux membres de la commission pour l'assistance à un Cuba libre, ont l'intention de soumettre Cuba et tentent de vendre ce projet.

En préface du rapport, les auteurs prennent soin de préciser que certaines mesures préconisées ne s'accordent pas avec les lois états-uniennes, qui doivent donc être adaptées afin de pouvoir mener à bien le projet.

Acte 1 : Acheter la volonté de groupes disparates

Le premier volet du rapport s'applique à « *identifier les mesures supplémentaires par lesquelles les États-Unis peuvent aider le peuple cubain à mettre rapidement fin à la dictature de Castro* », ce qui sous-entend que les mesures existantes sont allées dans ce sens, même si la réalité prouve le contraire : l'isolation du pays a pour l'instant renforcé le pouvoir de Castro. Pour cela il commence par expliquer que la « *société civile* », à savoir les associations « *non gouvernementales* » dépendantes des subventions de Washington, est divisée et intimidée par le pouvoir castriste [6]. Pourtant les volontés ne manquent pas ; il faut donc pallier au « *manque de moyens et de soutien* » de la société civile pour lui permettre d'initier les changements politiques et sociaux auxquels le pays aspire tant. Il reconnaît la stérilité de sanctions économiques imposées sans coordination avec les ONG, ni initiatives pour rompre le contrôle de l'information du régime et sans y associer la communauté internationale. Il précise même que des actions humanitaires conduites avec de bonnes intentions (donc destinées à réparer les dégâts de l'embargo) ont été autorisées sans considérer leur implication vis-à-vis des objectifs politiques de démocratie pour le pays. Pour résumer, à quoi bon affamer un pays pour le mettre à genoux si les ONG viennent aussitôt le soulager ? À cet égard, l'embargo imposé à l'Irak après la guerre du Golfe, en 1991, est manifestement exemplaire d'efficacité aux yeux des auteurs du rapport.

Actuellement, note le rapport, c'est l'USAID (*U.S. Agency for International Development*) qui assume le rôle principal dans la diffusion d'informations sur la démocratie et l'économie de marché, et à la Havane l'USINT (*United States Interests Section*, qui fait office de section consulaire) encourage le peuple cubain dans sa « *lutte pour la liberté et la démocratie* » : la présence et l'activité officielles de ces agences sur le sol cubain contredit déjà les accusations de stalinisme contre Castro contenues dans le rapport, ce qui ne semble pas déranger ses auteurs.

Concrètement, ils préconisent d'augmenter les subventions aux agences et ONG états-uniennes et de leur fournir « *matériel et entraînement* ». Il recommande aussi d'impliquer les ONG étrangères qui le souhaitent ainsi que les organisations religieuses.

Plus loin le rapport définit les groupes cibles sur lesquels il faut s'appuyer en priorité, car ils seraient plus sensibles à la cause du changement de régime, mais en vérité, on se doute bien qu'ils sont surtout les plus faciles à acheter :

- ▶ les jeunes, pour lesquels les auteurs prennent l'exemple édifiant du coup d'État en Georgie [7].
 - ▶ les femmes, délaissées par les ONG internationales malgré le fait qu'elles sont exploitées sexuellement par le régime qui en retire d'importantes quantités de devises.
 - ▶ les « *afro-cubains et Cubains d'ethnicité mixte* », sous-représentés dans les instances du pouvoir et socialement marginalisés. On nous présente donc, dans la foulée, une sorte de thèse sur la ségrégation raciale à Cuba, qu'il faudrait exploiter à l'aide de « *petites allocations de fonds états-uniens* » en vue du changement de régime.
 - ▶ les prisonniers politiques, qui sont entre 300 et 400 sur l'île « *selon des groupes de défense des droits de l'homme présents à l'intérieur du pays* », ainsi que leurs familles, avec parmi eux les 75 arrêtés en mars et avril 2003.
 - ▶ les groupes de la société civile indépendante, « *désireux de s'émanciper du régime stalinien* », constitués par des journalistes, libraires, écrivains et économistes indépendants, qui manquent d'équipement de base, d'autant que, précisent-ils, la simple détention d'une vieille machine à écrire « *peut être utilisée par le régime comme prétexte pour les emprisonner et pire encore* ». Si les restrictions sur l'importation depuis les États-Unis de matériel sensible tel que l'informatique sont justifiées, explique le rapport, il faut néanmoins fournir aux cubains suffisamment de matériel pour faciliter la diffusion et les activités pro-démocratiques.
 - ▶ enfin, le rapport propose de subventionner des organisations religieuses, principalement les organisations catholiques dont beaucoup « *sont engagés dans un conflit quotidien avec le régime pour apporter une aide spirituelle et matérielle au peuple cubain* », mais aussi les Églises protestantes dont beaucoup ne sont pas officiellement enregistrées auprès du bureau des Affaires religieuses dépendant du ministère de l'Intérieur cubain.
- Les auteurs du rapport suggèrent donc d'allouer 29 millions de dollars supplémentaires au budget d'assistance à Cuba qui bénéficie déjà de 7 millions de dollars, afin d'acheter la bonne volonté de tous les groupes identifiés ci-dessus.

Acte 2 : Inonder le pays de propagande

Le rapport poursuit en expliquant que les médias et moyens de communication étant contrôlés par le Parti communiste, le peuple ne peut « *obtenir d'informations précises sur des problèmes tels que les violations systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales par le régime, ni sur l'état de l'économie cubaine* ». Il faut donc déployer sous peu et régulièrement la **plate-forme de diffusion aérienne "commando solo"** conjointement à l'appareil aérostat, avoir davantage recours aux stations de radio privées des pays voisins et à la distribution de cassettes vidéo, etc., Tout cela bien entendu en accord avec les lois internationales sur les télécommunications. À terme, les auteurs conseillent l'achat et l'équipement d'une plate-forme aérienne dédiée exclusivement à la diffusion des programmes de radio et TV Marti sur Cuba.

Acte 3 : Affamer davantage les Cubains

Le tourisme est la principale source de revenus de l'île, générant de 1,8 à 2,2 milliards de dollars de revenus bruts par an qui ont permis de tempérer les dégâts causés par l'embargo économique. Selon Washington, son développement participe d'une « *stratégie de survie* » du régime. *A contrario*, en asphyxiant l'île, on peut obtenir la reddition de son peuple.

Des mesures de renforcement de l'interdiction pour les ressortissants états-uniens de se rendre à Cuba ont été appliquées le 10 octobre 2003, réduisant significativement la proportion de touristes états-uniens se rendant sur l'île. Néanmoins, explique le rapport, il est nécessaire d'appliquer les réglementations de contrôle des biens cubains (« *Cuban Assets Control Regulations* ») de manière plus stricte, afin de tarir davantage cette source de revenus pour l'île. Parmi les recommandations, les auteurs suggèrent d'inciter les ONG à mettre en exergue les atteintes aux Droits de l'homme perpétrées à Cuba, de supprimer le droit d'importation de produits cubains à hauteur de 100 dollars par voyageur et de supprimer certaines exemptions d'autorisation de voyage.

Ce volet conseille également de réguler plus durement les envois d'argent et de colis depuis les États-Unis, de limiter les visites familiales à un voyage d'une durée maximale de 14 jours, tous les trois ans (sic) et à l'entourage familial immédiat, avec un plafond de dépense par jour d'un montant maximum de 50 dollars par personne, pour 164 dollars auparavant.

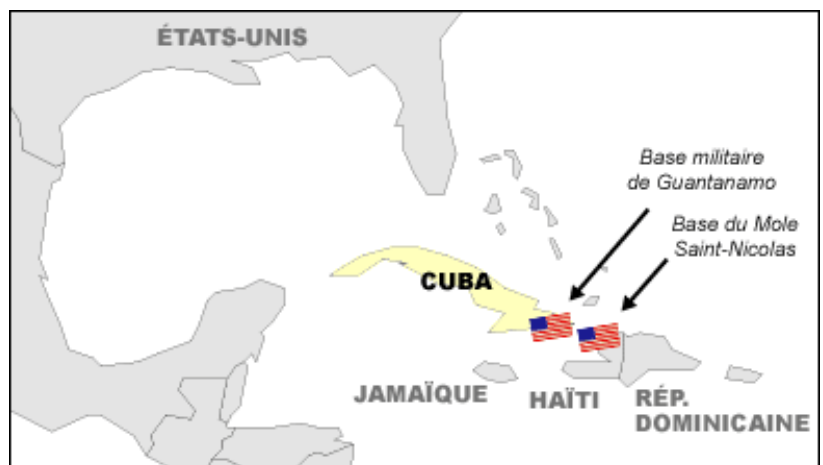
Pour ce qui concerne les autres principales sources de revenus de l'île, le rapport propose de renforcer l'application des lois permettant aux exilés cubains dont les biens ont été confisqués par le régime de Fidel Castro de pouvoir intenter des procès aux parties étrangères bénéficiant de ces biens, et de neutraliser les sociétés écrans du gouvernement cubain utilisées pour faire rentrer des devises et des technologies sur l'île.

On constatera qu'en plus d'affamer davantage les Cubains insulaires, ces mesures vont punir tous les Cubains modérés vivant aux États-Unis en limitant leurs contacts familiaux.

Acte 4 : Activer la machine de propagande mondiale

Dans un exercice auquel les institutions états-uniennes sont désormais bien rôdées et tendrement baptisé « *Campagne internationale de solidarité* », il s'agira selon les auteurs de « *disséminer à l'étranger des informations sur la politique U.S., spécifiquement en ce qui concerne les Droits de l'homme [8] et autres développements à Cuba, qui incluent la protection par Castro de terroristes [9], le fait qu'il a commis des actes d'espionnage contre d'autres pays, fomenté la subversion de gouvernements démocratiquement élus en Amérique latine, et la conviction du gouvernement états-unien que Cuba a au moins entrepris, en développement et de manière limitée, un effort de recherche et de développement d'armes offensives biologiques.* ». [10] Pour ce faire, le rapport explique par une phrase alambiquée une chose très simple : il faut acheter la presse mondiale et tous les autres moyens de communication nécessaires pour soutenir le renversement de Castro [11]. Il faut également mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques afin d'avoir le soutien actif d'un maximum de gouvernements étrangers.

De même, il faut pour les auteurs du rapport encourager tous les syndicats et ONG à attirer l'attention et dénoncer les abus du gouvernement Castro dans le domaine du droit des travailleurs [12]



Vers une opération paramilitaire

Les États-Unis ont multiplié les déclarations pour garantir qu'ils n'envahiraient pas Cuba et en respecteraient la souveraineté. Simultanément, l'administration Bush a recommencé à financer des groupes de mercenaires encadrés par des exilés. Dans le cas où ceux-ci prendraient une initiative, Washington ne manquerait pas de leur apporter son aide. C'est dans cet état d'esprit que les Marines débarquant en Haïti après l'enlèvement du président Aristide par les Forces spéciales ont établi un périmètre de sécurité au Mole Saint-Nicolas, situé à quelques encablures du rivage cubain, face à la base militaire et au camp d'internement de Guantanamo [13].

Arthur Lepic

[1] « [Discours de George W. Bush sur la Commission d'assistance à un Cuba libre](#) », Maison-Blanche, 10 octobre 2003.

[2] Le bail des États-Unis est arrivé à échéance et l'occupation se poursuit illégalement. Le département d'État espère imposer un nouveau traité sur le modèle de celui qui a été dicté au Panama.

[3] « [Una breve historia de la contrarrevolución cubana](#) » par Michael Moore, *Red Voltaire*, 15 avril 2004.

[4] « [Coup d'État en Haïti](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 1er mars 2004. Et « [Paris relâche le président haïtien](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 16 mars 2004.

[5] « [Le modèle bushien d'assurance sociale](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 23 mai 2004.

[6] Sur le rôle de la société civile dans les tentatives de déstabilisation de Cuba, voir « [Les États-Unis en guerre de basse intensité contre Cuba](#) » par Philip Agee, *Voltaire*, 10 septembre 2003.

[7] Voir notre enquête « [Les dessous du coup d'État en Géorgie](#) », par Paul Labarique, *Voltaire* du 7 janvier 2004.

[8] « [El voto de Cuba : la trama diplomática](#) » par Juan Gasparini, *Red Voltaire*, 17 avril 2004.

[9] « [Cuba n'a rien à cacher, ni rien de quoi rougir](#) », Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures, 4 mai 2003.

[10] Pour ceux chez qui subsiste un doute sur la possible existence d'un tel programme, voir l'article « [Subverting Brazil and Cuba](#) », par Saul Landau, *Counterpunch Magazine*, 16/18 mars 2004.

[11] Voir les recommandations du rapport, p.45

[12] C'est ce à quoi s'emploie actuellement la délégation de l'AFL-CIO à l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. Nous avons commencé la publication d'une étude en plusieurs volets de Paul Labarique sur l'ingérence syndicale de la CIA et traiterons prochainement de ces événements. « [AFL-CIO ou AFL-CIA ?](#) », *Voltaire* du 2 juin 2004, et « [1962-1979, l'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale](#) », *Voltaire* du 11 juin 2004.

[13] « [The American Learning Zone](#) », par Tom Reeves, *Counterpunch*, 14 avril 2004. « [Convertir a Haïti en portaviones contra Cuba y Venezuela](#) » par Victor Ego Ducrot, *Question*, mars 2004.

Documents



Rapport intégral de la « [commission pour l'assistance à un Cuba libre](#) »

(en anglais)

PDF - 4.3 Mo

Qui a vu l'antisémitisme français ?

Analyse

À la veille du Conseil européen de Bruxelles, les présidents d'EADS, Thalès et BAE Systems plaident dans *Le Monde* pour la création d'une Agence européenne de la Défense. Les chefs d'État devraient en décider demain, mais des incertitudes persistent quant à ses compétences et ses budgets. Les industriels européens de la Défense en attendent beaucoup pour pouvoir rivaliser avec leurs concurrents états-uniens.

Outre-Atlantique, Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, dénonce dans le *Washington Times* les projets du Congrès d'interdire les recherches sur les armes nucléaires tactiques et d'abandonner le bouclier anti-missiles. D'autant qu'il s'agit de la remise en cause de deux des acquis du regretté président Ronald Reagan, qui développa la force de dissuasion et initia la « guerre des étoiles ». C'est effectivement ce dont il s'agit.

Les néo-conservateurs Nir Boms et Reza Bulorchi prédisent dans le *Jerusalem Post* un nouvel été chaud en Iran. Selon eux, les étudiants vont manifester contre le pouvoir qui fait déjà arrêter préventivement les leaders.

De son côté, Mark Feierstein se réjouit dans le *Christian Science Monitor* de l'efficacité des pressions internationales qui ont contraint Hugo Chavez à accepter la tenue d'un référendum révocatoire.

On ressent un vif malaise à la lecture, chez ces auteurs, de la condamnation de la persistance de la torture ou de l'apologie des pressions internationales en faveur de la démocratie. En effet, ils ont soutenu les régimes précédents (Reza Pahlavi en Iran, Rafael Caldera au Venezuela) qui étaient incroyables plus violents et moins démocratiques que ceux qu'ils veulent renverser aujourd'hui.

Plus que jamais les identités religieuses sont des enjeux politiques. Pierre

Lelouche se félicite dans *Le Monde* d'avoir fait adopter par le Parlement français une loi aggravant les peines en cas de violence avec intention antisémite ou raciste. Mais il se dit déçu qu'elle n'ait été appliquée que sept fois en un an. Il conclut en effet que les tribunaux sont réticents. D'autres pourraient penser que les magistrats sont intègres et que les violences racistes ou antisémites sont rares.

Lukaz Rozynski, expert de la Fondation Héritage, analyse à sa manière dans le *Washington Times* les débats qui ont agité la Convention européenne sur une éventuelle référence à Dieu dans le projet de Traité constitutionnel. Pour lui, seule la France s'y serait opposée et uniquement par peur des réactions de sa communauté musulmane. Non seulement cet universitaire est totalement ignorant de la philosophie des Lumières, de l'histoire de l'Europe et de la laïcité, mais son raisonnement est illogique, puisqu'il confond référence au christianisme et à Dieu. Rappelons que le débat porte sur la détermination des fondements de l'Europe : son héritage culturel (dont le christianisme est une composante importante) ou un contrat social.

Réseau Voltaire

Philippe Camus, Rainer Hertrich, Denis Ranque, Mike Turner

Philippe Camus est
coprésident exécutif
d'EADS.

Rainer Hertrich est
coprésident exécutif
d'EADS.

Denis Ranque est
président-directeur
général du groupe Thales.

Mike Turner est président
exécutif de BAE Systems.

« Visons plus haut ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Visons plus haut ! », par Philippe Camus, Rainer Hertrich, Denis Ranque et Mike Turner, *Le Monde*, 15 juin 2004.

Il y a un an, nous appelions les États membres de l'Union européenne à développer leur capacité militaire commune et à mettre en place une agence européenne de la Défense. Un an plus tard, la création de cette agence est en bonne voie, mais tout va dépendre que les ressources que les États sont prêts à lui accorder pour atteindre ses objectifs.

Cette semaine, le Conseil européen doit approuver sa création. Ses responsabilités incluront le développement des capacités de défense européennes, le soutien à la recherche technologique stratégique, l'amélioration de la coopération européenne en matière d'armement, la création d'un marché européen des équipements de défense compétitif et le renforcement de la base industrielle et technologique de défense. Chacune de ces missions est essentielle à la sécurité européenne et de la plus haute importance pour les industries européennes de défense. Il est temps que ce secteur puisse bénéficier des avantages d'une dimension européenne. Ces mutations tellement attendues sont désormais urgentes et vitales si l'on veut que les forces armées européennes disposent des équipements et des systèmes militaires dont elles ont besoin.

Compte tenu des contraintes institutionnelles, il existe un vrai risque que l'agence ne soit pas à la hauteur des ambitions. Sa montée en puissance rapide

dépend de quatre conditions :

- ▶ Les capacités de défense : les crédits d'équipement militaire produisent encore des résultats décevants. Le Plan d'action européen sur les capacités (Ecap) a été lancé pour tenter de remédier à ce problème, mais sans véritable succès enregistré. L'Agence devrait dynamiser ce processus en définissant pour les différents groupes de projet Ecap des objectifs clairs devant aboutir à des décisions immédiates.
- ▶ L'investissement dans la recherche : Il faut unifier les recherches au niveau européen afin de mettre un terme à leur duplication inutile et d'appliquer les ressources financières là où elles produiront les effets combinés les plus efficaces.
- ▶ Le marché européen des équipements de défense : La fragmentation de la demande et le protectionnisme national empêchent les clients et les fournisseurs de bénéficier des économies d'échelle que leur procurerait un marché unique. L'Agence devra inciter les États membres à trouver des solutions communes à des besoins similaires.
- ▶ La base industrielle et technologique de défense européenne qui assure le lien entre la recherche et la fourniture des capacités de défense : Il faut mener des politiques qui nous protègent de la concurrence des États-Unis sans constituer pour autant une « forteresse Europe ».

Le prochain Conseil européen doit donner à l'agence les moyens de mener ces politiques.

Pierre Lellouche



Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

« Une loi tragiquement inappliquée »

Source : Le Monde

Référence : « Une loi tragiquement inappliquée », par Pierre Lellouche, *Le Monde*, 15 juin 2004.

Depuis près de cinq ans, en France, nous assistons non seulement à une banalisation des insultes antisémites, mais à une explosion des violences contre nos concitoyens de confession juive. On compte déjà 180 attaques depuis le début de cette année. Il ne se passe pas de jour sans que l'un de nos concitoyens soit violemment agressé pour le seul fait d'être juif. Tous les observateurs s'accordent à voir cette situation comme une conséquence de la seconde Intifada et à la faillite de l'intégration dans notre pays, mais il n'en demeure pas moins que cet état de fait est sans précédent dans notre pays. Même dans les années 30, on n'assistait pas à cette forme de pogrom larvé, complaisamment « compris » si ce n'est pas justifiée par une certaine élite et une certaine presse. On peut aujourd'hui être tranquillement antisémite en France avec en plus la bonne conscience de la lutte pour les Droits de l'homme et contre l'occupation d'un peuple. Face à cette situation intolérable, j'avais pris, il y a deux ans, l'initiative d'un texte d'essence parlementaire aggravant les peines en cas de violence avec intention antisémite ou raciste. Cette loi a été adoptée à l'unanimité. Confortant cet effort de la nation, les déclarations du chef de l'État comme celles du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur, fortes et sans

ambiguïté, n'ont jamais varié sur ce sujet.

Malheureusement cette loi n'est pas appliquée. En 2004, la circonstance aggravante n'a été retenue que pour sept dossiers. Cette situation préoccupante provoque le malaise chez de nombreux Français, malaise renforcé par une certaine complaisance de la justice. Certains Français juifs se sentent abandonnés par la République et certains envisagent de quitter le pays. Soyons clairs : je n'ai nullement l'intention de servir d'alibi ou de caution de bonne conscience ni par mon nom ni par l'action législative qui a été la mienne à une situation où, loin de reculer, l'antisémitisme s'enracine chaque jour davantage dans notre pays.

Il est urgent de procéder à une évaluation précise des conditions d'application de la loi. En outre, il faut mobiliser les services de l'État et des collectivités territoriales contre ces dérives. Il y eut jadis les étoiles jaunes. Il n'est pas tolérable de voir des croix gammées accrochées aux juifs de France ou à leurs cimetières.

Nir Boms, Reza Bulorchi

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyeddu cabinet Benador associates.

Reza Bulorchi est le directeur exécutif de l'US Alliance for Democratic Iran.

« L'été du mécontentement en Iran »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Iran's summer of discontent », par Nir Boms et Reza Bulorchi, *Jerusalem Post*, 15 juin 2004.

Lors des dernières années, l'été en Iran a été marqué par des soulèvements, des grèves et des protestations publiques. Les réponses du pouvoir ont été violentes. Cet été ne devrait pas être différents. On note déjà des arrestations préventives de dissidents alors qu'approche l'anniversaire des manifestations antigouvernementales de 1999. Des étudiants iraniens sont arrêtés de nuit par les gardes de la révolution sur réquisition du procureur de Téhéran qui a appelé à la lutte contre la « corruption sociale », une campagne dont les jeunes, et surtout les jeunes filles, sont les premières victimes.

Ces actions répressives s'accompagnent de mesures préventives visant à neutraliser les mouvements démocratiques iraniens. L'année dernière, une telle ambiance de répression avait aussi donné lieu à de nombreuses exécutions dénoncées par le **département d'État** et **Human Right Watch**.

Le mois dernier, en réaction aux préoccupations exprimés sur ces questions par la communauté internationale, le ministre de la Justice iranien a ordonné l'interdiction de l'utilisation de la torture. Mais tout est une question de définition puisque officiellement elle est interdite depuis 1979. En fait, la plupart des pratiques de « punition religieuse » dans le Code pénal iranien sont interdites par la Convention contre la torture, mais dans le lexique perverti des mollahs, ce n'est pas de la torture. Les mémoires de l'ayatollah Hossein Ali Montozeri sont éclairantes sur ce point car elles décrivent la situation et les pratiques utilisées.

En dépit de la répression, les démocrates seront dans la rue cet été en Iran. Il faut que l'Amérique et l'Europe les soutiennent.

Mark Feierstein



Mark Feierstein est associé du Greenberg Quinlan Rosner Research. Il a été haut fonctionnaire au département d'État dans l'administration Clinton et membre du Council on Foreign Relations.

« Bien que risqué, le référendum de destitution de Chavez montre que les pressions globales fonctionnent »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « While risky, Chávez recall shows global pressure works », par Mark Feierstein, *Christian Science Monitor*, 15 juin 2004.

L'acceptation d'un référendum sur sa destitution par **Hugo Chavez** a surpris tous ceux qui pensaient que le dirigeant autocrate ferait tout pour l'empêcher. Toutefois, ce référendum n'a pas été obtenu facilement car l'opposition a dû faire face à ses différences et surmonter les obstacles légaux mis en place par le gouvernement. Les observateurs étrangers, le **Carter Center** et l'Organisation des États américains, ont dû rester dans le pays en dépit des menaces visant à limiter ou interdire leur présence.

Toutefois, tant que l'opposition et la communauté internationale sont résolus à organiser un référendum, le coût pour Chavez d'empêcher ce vote était trop lourd et les condamnations internationales auraient fini par lui nuire. C'est à cause de cette pression internationale que Pinochet au Chili, puis Ortega au Nicaragua, durent abandonner le pouvoir. Entre temps, Manuel Noriega au Panama qui n'avait pas accepté de quitter le pouvoir a dû en payer le prix. Il était déjà difficile pour les dirigeants autoritaires de résister à la vague de démocratisation des années 80 en Amérique du Sud, mais cela est encore plus dur aujourd'hui où, à l'exception de Cuba, tous les pays de l'hémisphère sont des démocraties, même imparfaites. En outre, l'Organisation des États américains s'est désormais décidée à promouvoir la démocratie dans sa charte et s'en est prise aux excès antidémocratiques au Pérou, au Guatemala ou au Paraguay. L'Organisation des États américains a joué un rôle déterminant dans la crise au Venezuela en parvenant à trouver un accord entre l'opposition et le gouvernement sur la tenue d'un référendum. _Aujourd'hui toutefois, la question du Venezuela n'est pas réglée car il faudra s'assurer que le référendum ne donne pas lieu à une fraude ou refuse l'accès des observateurs sous prétexte qu'ils sont soutenus par la **National Endowment for Democracy**. Toutefois, ce référendum est un signal fort pour les dirigeants autoritaires potentiels.

Lukaz Rozynski

Lukaz Rozynski est chercheur polonais en visite à la Heritage Foundation.

« Un continent sans Dieu »

Source : Washington Times

Référence : « A Godless continent ? », par Lukaz Rozynski, *Washington Times*, 15 juin 2004.

Beaucoup de grands empires dans l'histoire mondiale sont tombés à cause de problèmes internes plus que du fait d'une attaque extérieure. C'est la décadence qui a mis fin aux empires romain et mongol. Aujourd'hui, la décadence de l'Europe atteint de nouveaux sommets. Les Européens rédigent leur première constitution et, durant les délibérations, ils ont résolu de ne pas inclure Dieu dans l'héritage de l'Europe à cause, entre autres, de la pression de la délégation française. Beaucoup de nouveaux pays membres s'opposent à cette absence, mais il semble que les Français l'emporteront.

La position française est dictée par la crainte qu'inspire sa forte minorité musulmane, qui ne s'est pas intégrée, et dont les autorités redoutent la réaction en cas de mention d'une identité chrétienne. Ce mouvement couard est également lié au traumatisme des Européens face au nazisme et au communisme. Il a conduit à un rejet de toutes les idéologies. En Europe, on ne mentionne pas ce qui peut fâcher même s'il s'agit d'une conviction profonde. C'est pour cela que les Européens ne veulent pas parler de Dieu.

Si l'Europe oublie son héritage, les conséquences peuvent être graves, mais c'est malheureusement la nouvelle illustration de l'attitude de girouette des politiciens européens qui gouvernent en regardant les sondages. Il est temps que l'Europe cesse de craindre les opinions fortes. L'Europe ne doit pas oublier Dieu.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre*

« Des mots creux »

Source : Washington Times

Référence : « Empty words », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 15 juin 2004.

Le Sénat états-unien s'est remis au travail après une semaine de deuil de **Ronald Reagan** et d'hommage à sa politique de sécurité. Il est surprenant dans ces conditions que les deux premiers textes qui seront étudiés visent précisément à affaiblir son héritage en annulant deux initiatives centrales dans les succès de l'ancien président : le maintien d'une force de dissuasion nucléaire crédible et la protection des Américains contre une attaque de missiles.

Le premier effort pour vider de son contenu les politiques de Reagan a été lancé par **Dianne Feinstein** et **Edward M. Kennedy** qui ont proposé un texte interdisant toutes recherches pour de nouvelles armes nucléaires. Reagan

pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

n'aimait pas les armes nucléaires, mais il savait que les États-Unis devaient disposer d'une force de dissuasion. C'est pourquoi il modernisa nos forces dans ce domaine. Le texte présenté au Congrès est inquiétant car il empêcherait le développement du *Robust Nuclear Earth Penetration*, un missile capable de pénétrer profondément dans le sol pour détruire des bunkers abritant des centres d'envoi d'armes de destruction massive. Il s'agit d'infrastructures courantes dans les États voyous qui savent que nous ne pouvons pas les atteindre. Heureusement, un premier texte sur cette question a déjà été rejeté par le Sénat en septembre.

L'autre attaque vient des démocrates **Carl Levin** et **Jack Reed**. Elle vise à retirer 500 millions de dollars du budget du programme antimissiles, l'héritier direct de l'IDS de Reagan, un programme qui a permis la fin de l'URSS et qui pourrait nous protéger des armes irakiennes dont on ignore ce qu'elles sont devenues. Aujourd'hui, Reagan soutiendrait la défense anti-missiles et nous devons continuer sa politique.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .